

Editorial



Notre dernier éditorial avait souligné l'importance du processus d'élaboration du Plan National de Développement (PND) qui fixera pour les cinq prochaines années la voie que le pays

souhaite emprunter pour son développement durable. A cet égard, la table ronde organisée par le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts en septembre et qui a réuni tous les partenaires de l'environnement est à marquer d'une pierre blanche. Il était en effet essentiel que tous ces partenaires soient alignés autour de stratégies communes et s'engagent à coordonner résolument leurs activités sur le terrain. L'objectif a été indiscutablement atteint.

Un autre problème auquel ces mêmes acteurs de l'environnement ont été confrontés depuis le PE1 est celui du système de suivi et d'évaluation des impacts des politiques et activités environnementales sur le capital naturel et sur le bien-être des populations vivant de services apportés par celui-ci. En s'appuyant sur les différentes initiatives et approches développées au cours des années, Conservation International a lancé un nouvel outil dénommé Metrics dont l'objectif est de réunir « sous un même toit » toutes les données relatives au capital naturel, aux services écosystémiques, à la production durable, à la gouvernance du capital naturel et au bien-être humain. Ce présent numéro introduit ses lecteurs à ce nouvel outil.

Cette édition accorde une place particulière à ces activités qui ont pour finalité la lutte contre l'exploitation illicite des ressources naturelles. Le programme "Sustainable Conservation Approaches in Priority Ecosystems" (SCAPES), financé par l'USAID, a poursuivi ses activités en vue de mieux préparer nos journalistes au journalisme d'investigation. De même, Songadina nous introduira sur les activités de l'organisme TRAFFIC à Madagascar. Toujours au titre du Programme SCAPES, les communautés de la Région de Brickaville ont reçu en partage une formation sur l'application des lois relatives à l'exploitation illégale des forêts.

Outre les rubriques habituelles, les lecteurs trouveront dans ce numéro un reportage sur l'approche SPE ou Santé, Population, Environnement dont l'importance n'est plus à souligner.

PROGRAMME ENVIRONNEMENTAL POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE (PEDD)

POUR UNE MÊME VISION DE TOUS LES ACTEURS

Une table ronde d'échanges a été organisée par le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts les 16 et 17 Septembre 2014 à la Résidence d'Ankerana. Cet atelier a vu la participation massive des partenaires techniques et financiers, à savoir des représentants des cellules environnementales des différents ministères, les ONGs, les organismes rattachés au Ministère et les bailleurs de Fonds.

L'objectif est d'avoir une vision partagée des nouvelles orientations du domaine «Environnement – Ecologie – Forêts» afin d'édifier une politique et des stratégies pour le développement durable.

Les participants ont pu traiter huit grandes thématiques, à savoir:

- le changement climatique/ REDD;
- l'intégration de la dimension environnementale, écologique et forestière ;
- la gestion des pollutions ;
- l'évaluation environnementale/ application du décret MECIE.
- la lutte contre la déforestation, les feux et l'intensification du reboisement et de la reforestation ;
- la protection et la promotion des zones marines et côtières ainsi que l' Economie Bleue ;
- le Système des Aires Protégées de Madagascar.

Plus d'engagement

Si le MEEF a pu partager sa vision sur la gestion des enjeux environnementaux sus-cités, les partenaires techniques et financiers, les autres Ministères sectoriels ont saisi l'occasion pour manifester leur engagement dans le domaine et émettre leurs recommandations sur ces thématiques.

Les principes de base pour la coordination, l'harmonisation des interventions, les axes d'intervention ont été identifiés. Cette table ronde a permis de créer un espace de dialogue entre les acteurs œuvrant dans la protection de l'Environnement à Madagascar et de ressortir les éléments pertinents pour l'élaboration du Programme Environnemental pour le Développement Durable (PEDD).

«METRICS»: UN NOUVEL OUTIL DE SUIVI ET D'AIDE À LA DÉCISION

Engagé dans le défi de relance économique et de développement à long terme, Madagascar peut faire de son riche capital naturel un atout et un levier fondamentaux. Disposer d'un outil de suivi et d'évaluation revêt une grande importance, pour faciliter les orientations et les prises de décision. Conservation International a préparé en Septembre dernier un atelier pour présenter aux experts issus des universités, d'ONG et de divers ministères sectoriels un nouvel outil : le METRICS.

Mis au point par Conservation International, METRICS est un outil qui définit les indicateurs de suivi des impacts des interventions faites sur la nature et sur la population. Il permet d'intégrer ces indicateurs liés au capital naturel, aux services rendus par les écosystèmes, à la production durable, à l'efficacité de la gouvernance et au bien-être humain. C'est un des meilleurs outils de suivi des progrès et d'aide à la décision, pour mieux focaliser les efforts et affiner les cibles géographiques et écosystémiques, même si des paramètres restent à être assurés, tels la disponibilité des données, les cadres politiques, la sensibilité dans la communication des résultats...

Relier les ressources naturelles au bien-être de la population

Avec des indicateurs pertinents et adéquats, Metrics sert à mesurer l'évolution du capital naturel et les impacts des diverses activités comme les impacts des industries extractives, les constructions, les activités agricoles et activités de conservation, ... sur l'environnement naturel. Metrics se distingue des autres outils par son aspect intégré, permettant d'établir le lien et l'articulation entre les ressources naturelles et le bien-être de la population. Les quatre composantes clés du Metrics se reposent sur : le capital naturel, la gouvernance, la production, le bien-être humain.

En stade de test

Madagascar, Cambodge et la Guyane sont les trois premiers pays pilotes pour tester cet outil. La perspective est l'utilisation de Metrics dans les 26 pays d'intervention de CI. Les questions auxquelles Metrics peut apporter des réponses sont :

- Où est-ce qu'on peut concentrer nos efforts avec nos ressources très limitées ?
- Où sont les sites où nous pouvons guider nos investisseurs et/ou bailleurs ?
- Comment peut-on connaître si les actions

menées sont efficaces et/ou rentables ?

Les thématiques abordées

Metrics touche plusieurs thématiques :

- Le capital naturel et les ressources naturelles, les habitats et les services écosystémiques, particulièrement la biodiversité et les eaux douces ;
- Le capital naturel et le climat : atténuation du changement climatique, adaptation au changement climatique ;
- Le capital naturel et la sécurité alimentaire ;
- Le bien-être humain ;
- La gouvernance ;
- Les activités de production ;
- Les autres sujets transversaux qui lui sont liés : implications en matière de politiques, gestion et partages de données, communication des résultats.

Capital naturel sous protection: les premiers résultats démontrés

Après des analyses préliminaires effectuées, le pourcentage du Capital Naturel important mis sous-protection dans les aires protégées s'élève globalement à 31%. Ce qui se répartit en :

- 49% pour la biodiversité concentrée surtout dans les zones clés pour la biodiversité (KBAs)
- 42% pour l'atténuation au changement climatique (Stock de carbone de la biomasse et potentielle d'émissions évitées)
- 55% pour les eaux douces
- 20% pour la sécurité alimentaire : riziculture, produits non ligneux, produits de pêche
- 20% pour l'adaptation au changement climatique : protection des côtes (seules les analyses du système de mangroves ont été conduites jusqu'ici)

Quid de la gouvernance ?

Pour Madagascar, les éléments de cadrage de la gouvernance du capital naturel concernent les politiques publiques adoptées à l'échelle nationale. Ce sont 48 thématiques politiques divisées en six catégories : Les conventions internationales, la conservation, la production, les investissements et la fiscalité, l'intégration des politiques et sauvegarde, les capacités et l'éducation. Pour chaque catégorie, un système de notation est proposé pour apprécier le niveau de mise en œuvre, l'adéquation et le niveau de certitude.



HIPPOSIDEROS COMMERSONI: LA PLUS GRANDE DES CHAUVES-SOURIS INSECTIVORES DE MADAGASCAR



La Phyllorine de Commerson, *Hipposideros commersoni*, est la plus grande des chauves-souris insectivores de Madagascar. Endémique, cette espèce peut être trouvée dans toute l'île, plus fréquemment dans les basses altitudes mais aussi sur les Hautes Terres centrales. Les plus grandes colonies nichent dans les grottes. Mais on les rencontre aussi dans la forêt, individuellement sous les branches et les feuilles, à l'abri des prédateurs.

La Phyllorine de Commerson est une des quatre espèces de la famille Hipposideridae à Madagascar. Elle se distingue par sa grande taille, ses grandes oreilles triangulaires et ses feuilles nasales recourbées en demi-lune, en forme de feuille. En accumulant de la graisse durant la saison chaude, l'espèce peut rester peu active en hiver. L'homme apprécie sa chair grasseuse. Il est sujet de chasse et de consommation dans toute sa zone de distribution.

Porteuse du virus d'Ebola ?

Si cette espèce constitue une proie importante aussi bien dans le sud que le nord-ouest de Madagascar pendant la période de famine, les suivis et observations menés jusqu'à ce jour – montrent que la Phyllorine de Commerson ne porte pas le virus d'Ebola. Aucun symptôme des maladies causées par ce virus n'a encore été constaté. Les mesures de précaution devraient être prises à l'exemple des recherches pour détecter si les autres

chauves-souris de Madagascar peuvent être porteuses de ce virus. De même, l'éducation à l'hygiène et les contrôles de la santé de la population sont indispensables, surtout dans les zones enclavées où la consommation des chauves-souris et les autres viandes de brousse sont plus importantes.

USAGE ARTISANAL DU *PANDANUS GUILLAUMETII*: POUR LA RARÉFACTION DE L'ESPÈCE OU POUR SA PROTECTION?



Pandanus guillaumetii, une espèce endémique de la famille des Pandanaceae, pousse essentiellement dans les forêts de basse altitude de la côte Est de Madagascar. Cette espèce est aujourd'hui considérée comme Vulnérable dans la Liste Rouge de l'UICN et suivant la base de données du Missouri Botanical Garden.

C'est un arbre de 6 à 9 m de hauteur. L'ensemble de ses fruits est une inflorescence pendante de 8 à 10 cm et est composé d'environ de 45 drupes.

Cette plante fait partie des quelques espèces malgaches de Tsiriky, Fandrana, Vakona ou Rambo. La population locale exploite ses feuilles épineuses et coriaces dans la vannerie, surtout pour la confection des nattes. Une étude menée en 2011 par Giacomo Fedele (Ecole Polytechnique de Zürich, Suisse) dans la région de Manompana, proche du Parc National de Mananara-Nord, a montré que *P. guillaumetii* est moins abondant à proximité des villages qui pratiquent le prélèvement des feuilles. A long terme, cette plante ne pourra plus satisfaire les besoins de la population. Soucieux de cet avenir, les populations locales adoptent des stratégies de récolte : changement de lieux selon les années, remplacement des matières premières par d'autres plantes, comme le *Mahampy* (*Lepironia mucronata* Pers. Cyperaceae). La valorisation de la connaissance et des pratiques locales par une gestion durable permettra d'assurer la protection de la plante, de son écosystème forestier tout en améliorant la vie de la population locale. Sa valeur culturelle et sa valeur économique confèrent à *Pandanus guillaumetii* une importance particulière dans la valorisation durable des produits forestiers non ligneux, afin de mieux conserver les forêts.

SOMMAIRE

P1 : Programme Environnemental pour le Développement Durable (PEDD) : pour une même vision de tous les acteurs

par Michèle Andrianarisata, Bruno Rajaspera

P2 : « Metrics » : un nouvel outil de suivi et d'aide à la décision

par Andriambolantsoa Rasolohery, Luciano Andriamaro

P3 : *Hipposideros commersoni* : la plus grande des chauves-souris insectivores de Madagascar

par Hanta Julie Razafimanahaka

***Pandanus guillaumetii* : l'artisanat pour sa protection ou sa raréfaction ?**

par Martin Callmander

P4 : Préservation des ressources naturelles : les journalistes s'engagent

par Michèle Andrianarisata, Hajasoa Raeliarivelo

Ambodivahibe : caprins et ovins au service de la conservation marine

par Luciano Andriamaro, Yacinthe Razafimandimby

Sud Est de Madagascar : Les communautés vulnérables au changement climatique prennent en main leur adaptation

par Jeannicq Randrianarisoa

P5 : Zapping

P6 : Trafic à Madagascar : pour assurer la gestion rationnelle des espèces de bois précieux

par Cynthia Ratsimbazafy

Programme SCAPES dans CAZ : la voix aux communautés !

par Hanta Ravololonanahary

Suivi de l'évolution du couvert forestier à Madagascar : les capacités ont accru

par Jean Roger Rakotoarijaona

P7 : Réseau SPE : pour la relance de la vraie « intégration » !

par Zo Zatovonirina, Luciano Andriamaro

P8 : Liste rouge des écosystèmes, c'est quoi ?

par Luciano Andriamaro

A la loupe: Un nouveau guide sur les amphibiens de Madagascar

par l'Association Vahatra

PRÉSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES: LES JOURNALISTES S'ENGAGENT

Conservation International a appuyé des projets formulés par les journalistes bénéficiaires de la formation en journalisme d'investigation. Des forums ont été aussi organisés pour débattre avec différentes entités un thème donné. Ces activités entrent dans le cadre du projet SCAPES, financées par la population américaine via l'USAID, mis en œuvre par le consortium WWF, WCS, CI et TRAFFIC. Elles ont été largement diffusées dans les medias.

Des investigations révélatrices

Trois projets ont été réalisés au mois d'août dernier dans la Région Alaotra-Mangoro. Le premier cherchait à savoir les causes de la disparition du Bandro, une espèce de lémurien dans le Lac Alaotra. Les « zetra », habitat naturel des bandro, inscrits en tant que Aires Protégées, sont transformés en rizière ou en terrain pour immobilier par des riches et autorités à différents niveaux. Le second projet fut axé sur

le problème d'ensablement des rizières à Alaotra. Le grenier à riz de Madagascar est réduit à une zone productrice de tubercules, due aux exploitations non régulées des forêts mais aussi des feux de brousse durant plusieurs décennies. La troisième investigation portait sur l'exploitation illicite des ressources naturelles, de l'or et du bois précieux à Anosibe An'Ala. Les exploitants illicites constitués de richards locaux, d'autorités locales et d'autorités de la transition profitent de l'état des routes délabrées et se permettent d'exploiter ces ressources à leur guise. Des membres des communautés locales de bases, responsables de gestion des forêts, exploitent illicitement leurs forêts, ne suivent pas leurs cahiers de charge.

Des débats intenses dans les fora publics

Le second forum inclus dans le programme SCAPES a eu lieu au mois de Juillet. Il se portait sur la «Préservation des ressources Naturelles à Madagascar : « Comment le capital naturel peut devenir une opportunité pour l'économie de Madagascar ? ». Les invités ont réitéré la particularité de la biodiversité de Madagascar, encore mal connue et mal valorisée par les Malagasy en tant que capital. Une richesse puisqu'elle contribue au bien-être de tous et au développement économique du pays. Le Coordonnateur du programme WAVES (Wealth Accounting and the Valuation of Ecosystem Services), Rija Ranaivoarison, a apporté de plus



amples informations sur la comptabilisation des valeurs de nos ressources forestières, minières, de nos ressources en eau et leur intégration dans les comptes nationaux.

Le troisième forum au mois de septembre fut une occasion pour voir de près les problèmes des journalistes d'investigation dans la pratique du métier, étant qualifiés de « watch dogs » contre les pratiques illégales sur nos richesses naturelles. L'accès aux informations et la protection des journalistes ont été débattus. Tous ont reconnu l'importance de ce genre de journalisme dans la lutte contre le trafic des ressources naturelles mais aussi les difficultés dans la pratique vu le contexte actuel. Ce fut une occasion pour le Ministère de la Communication de faire savoir les textes juridiques en cours de préparation pour améliorer le monde médiatique.



AMBODIVAHIBE: CAPRINS ET OVINS AU SERVICE DE LA CONSERVATION MARINE

Ambodivahibe, Nouvelle Aire Protégée Marine dans le Nord Est de Madagascar, héberge quelques 1 500 habitants dans les quatre villages environnants. Ce sont en majorité des pêcheurs. Face à l'exploitation abusive des ressources marines, les communautés sont convaincues de changer leur mode de vie. Pour mieux gérer leurs ressources, elles ont accepté de pratiquer d'autres activités alternatives à la

pêche. Les groupements issus d'associations de villageois assurent la gestion des réserves marines dans cette nouvelle aire protégée. Ils jouissent de financements de micro-projets. Grâce à ces structures, la plupart des pêcheurs autour de l'Aire Protégée Marine sont inclus dans cette gestion.



De la pêche à l'élevage

Avec la fermeture temporaire de la pêche à cause de la période de ponte et de l'accroissement des espèces marines et la période du Varatraza, les pêcheurs ne vont pas en mer pendant plusieurs mois. Pour combler ces manques à gagner, les communautés d'Ambodivahibe se sont penchées vers l'élevage de caprins et d'ovins après mure réflexion. Cet



élevage répond mieux au marché et au climat. 268 personnes réparties en 88 ménages se sont ainsi lancées dans ces nouvelles activités. Les résultats obtenus jusqu'à présent sont encourageants : les communautés sont engagées à une gestion durable, les pressions sur les ressources diminuent, les conditions de vie quotidiennes des villageois s'améliorent.

ACCORD SUR LA COMMERCIALISATION DE CRÉDITS DE CARBONE ET LA GESTION DES REVENUS DANS LE CAZ

Le 07 Octobre 2014, le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts a signé avec Conservation International un Accord portant sur la commercialisation de crédits de carbone ainsi que la gestion des revenus issus de la vente de ces crédits dans le Corridor Ankeniheny-Zahamena (CAZ).

Un mécanisme de financement durable y est développé pour la gestion de ce corridor. Ceci grâce à la génération de crédits de carbone issus de la réduction des émissions de CO₂ par la déforestation et la dégradation. Cette réduction de la déforestation et de la dégradation se base sur l'engagement et les efforts des populations locales dans la protection, les actions de surveillance et de suivi-écologique des forêts.

Par cet accord, 50% de ces revenus seront affectés au bénéfice des communautés locales, sous la forme de micro-projets, en vue d'aider ces communautés à s'investir dans des activités alternatives durables.

Cette signature permet de concrétiser l'utilisation effective des revenus carbone sur le terrain et de démontrer que les actions de conservation par les populations locales peuvent être le « moteur » du développement durable au niveau local.



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS POUR HONORER LES CONVENTIONS DE RIO

L'atelier de validation nationale du rapport sur le projet « Auto-évaluation Nationale des Capacités à Renforcer (ANCR), du plan d'action national et de la stratégie de renforcement de capacités a eu lieu le 16 Septembre dernier à Antananarivo. Le but de l'atelier est d'aider les parties prenantes à s'engager à la discussion sur les contraintes et barrières en matière de renforcement de capacités de Madagascar pour honorer et soutenir les résultats exigés par les trois conventions de Rio à savoir la Convention sur la Diversité Biologique, la Convention cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, et enfin la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification. Les responsables et les décideurs au sein des secteurs et domaines concernés par l'ANCR ont participé à l'atelier. Un projet sur le développement des capacités transversales pour les trois conventions, ciblant une panoplie de capacité systémique, institutionnelle et individuelle, a été proposé pour aider Madagascar à avancer vers le développement durable.

LE RÉSEAU RAN'EAU À ÉTENDRE DANS L'OcéAN INDIEN

Les 30 Septembre et 01 Octobre 2014, une réunion régionale pour une réflexion sur l'émergence de la gestion de l'eau de l'amont en aval au niveau de la zone de l'Océan Indien a eu lieu à A&C Ivato. C'était une occasion pour lancer l'initiative de constituer une plateforme d'échanges entre les ONGs, collectivités décentralisées, établissements publics et entreprises privées dans cette zone. Ce sera un espace pour partager les expériences, les bonnes pratiques dans le secteur eau. Plusieurs thèmes ont été abordés, tels que le développement du système d'information, la coopération inter-iles, le développement de compétences. 4 ateliers d'échanges parallèles ont permis aux participants de discuter ensemble la planification du secteur, le renforcement de compétences et formations, l'observateur du secteur eau, les enjeux et les besoins, les échanges pratiques.

90 ANS DES TILY ETO MADAGASIKARA... CÉLÉBRATION EN VERT !!!



La collaboration entre CI et les Scouts ne date pas d'hier et les avantages issus de cette coopération vont dans les deux sens. En effet, les scouts ont prêté main forte à CI lors des différentes séances de sensibilisation que l'organisme fait et ils ont sollicité CI pour renforcer leurs connaissances en biodiversité, en services écosystémiques et sur les moyens pour les protéger. A la fin du mois d'Aout, l'association « Tily eto Madagasikara » a célébré sa 90ème année d'existence à Madagascar et a organisé leur sortie dans la nature pour cette occasion. Un « lasy lehibe » inédit regroupant les membres dans tout Madagascar marquait l'évènement. C'était une opportunité pour passer des messages et renforcer les connaissances sur l'environnement à ces amoureux de la nature. Aussi, l'association Tily a invité CI à se joindre à elle pour se pencher sur les thèmes du Changement climatique, la protection de la forêt et des ressources en eau à travers une exposition et une conférence en plein air.



MADAGASCAR NE LAISSE PAS INDIFFÉRENT TOM FRIEDMAN

Thomas Friedman, le célèbre éditorialiste de The New York Times, trois fois gagnant du prix Pulitzer, et sa femme Ann Bucksbaum, membre du Conseil d'administration de Conservation International, ont visité Madagascar au mois de juillet dernier. Avec le Président de CI, Russ Mittermeier et le Vice-Président Régional de CI à Madagascar, Leon Rajaobelina, ils ont rencontré le Président de la République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina. Une rencontre durant laquelle ils ont surtout discuté de la politique pour le développement durable de Madagascar et se focalisant sur le Capital naturel. Tom Friedman a émis ses impressions de son passage dans la Grande Ile à travers l'éditorial du 26 juillet 2014 intitulé « What is news » dans lequel il stipulait la fragilité de l'écosystème incroyable et unique de Madagascar et dans l'article « Maybe in America » du 29 juillet dans lequel il parle de Madagascar face à la mondialisation du marché, à la lutte contre le trafic des ressources naturelles et la corruption, à la dégradation de la nature, à l'instabilité politique. Pour plus d'information, visiter :

- <http://www.nytimes.com/2014/07/27/opinion/sunday/thomas-l-friedman-what-is-news.html?smid=fb-share>

- http://www.nytimes.com/2014/07/30/opinion/thomas-friedman-maybe-in-america.html?_r=0



CHIFFRES

3.39 millions km²

d'aires terrestres et marines dans 38 pays sont mises sous protection grâce au partenariat et aux collaborations de Conservation International avec différentes entités

(<https://sites.google.com/a/conservation.org/editorial/ci-by-the-numbers>)

TRAFFIC A MADAGASCAR

POUR ASSURER LA GESTION RATIONNELLE DES ESPÈCES DE BOIS PRÉCIEUX

Un atelier de réflexion sur l'émission d'un Avis de Commerce Non Préjudiciable a été organisé par TRAFFIC en collaboration avec l'Autorité CITES du 22 au 25 septembre dernier, à travers le projet SCAPES financé par l'USAID.

L'inscription des bois précieux de Madagascar, représentés par les genres *Dalbergia* (bois de rose et palissandre) et *Diospyros* (bois d'ébène), dans l'Annexe II de la CITES implique pour l'autorité scientifique de la CITES une garantie que l'exploitation et le commerce de ces espèces ne portent pas préjudice à la survie de ces espèces. Un Avis de Commerce Non Préjudiciable (ACNP) doit être alors émis pour toute espèce à exporter.

L'atelier évaluait les connaissances sur les espèces de bois précieux de Madagascar, mais aussi renforçait la capacité de l'Autorité Scientifique dans l'établissement de l'ACNP pour chaque espèce de bois précieux à exporter. L'atelier a réuni tous les acteurs impliqués dans la gestion des bois précieux de Madagascar : le

MEEF, les chercheurs (Département de Biologie et Ecologie Végétale de l'Université d'Antananarivo, l'ESSA, le MBG, Kew Botanical Garden), les exploitants forestiers, MNP, les sociétés civiles et ONGs de conservation (AVG, Conservation International, WCS, WWF), les bailleurs (USAID, EU, Banque Mondiale).

Beaucoup reste à faire

Il a émergé des différentes séries de réflexions que les données écologiques, biologiques, et les informations existantes sur la gestion des espèces de bois précieux restent beaucoup à compléter afin de pouvoir établir cet ACNP. Quelques lignes de recherches prioritaires ont été alors identifiées par les participants : l'évaluation des stocks de bois sur pied, l'identification des espèces de bois précieux

potentiellement exportées, la recherche sur la population et la régénération des espèces. Différentes Organisations et instituts de recherches vont collaborer dans la conduite de ces recherches pour établir cet ACNP vers Juin 2015, au moins pour quelques espèces de *Dalbergia*.



PROGRAMME SCAPES DANS CAZ

LA VOIX AUX COMMUNAUTÉS !

Pour réduire les menaces et les pressions sur les ressources naturelles et inciter les décideurs à prendre leurs responsabilités sur l'application des lois et des réglementations du secteur forestier, les communautés dans le Corridor Ankeniheny-Zahamena se sont groupées au sein d'une coalition pour le plaidoyer du Corridor. Cette coalition est mise en place au mois de juillet 2014, avec l'appui de WWF dans le cadre du projet SCAPES.

Ainsi, un forum a été mené. Cette coalition a levé sa voix durant le forum public les 25 et 26 Septembre 2014 à Brickaville, en partageant les informations au niveau des communautés sur l'application des lois relatives à l'exploitation forestière illégale et sur le trafic de bois précieux. Ceci afin d'affiner les stratégies de plaidoyer pour cette Nouvelle Aire Protégée. Une des stratégies adoptée est l'amélioration de l'implication des médias, des sociétés civiles, du

secteur privé, des communautés et de la population locale dans la mise en œuvre de l'application des lois et règlements. Par ailleurs, la coalition vise l'amélioration des compétences des VOI qui contribuent à la préservation de la forêt et qui apportent leurs collaborations aux services techniques et autorités locales.

SUIVI DE L'ÉVOLUTION DU COUVERT FORESTIER A MADAGASCAR

LES CAPACITÉS ONT ACCRU

L'ONE (Office National pour l'Environnement) est l'institution de référence en matière d'évaluation environnementale à Madagascar. Il est en outre le gestionnaire du Système d'information Environnementale. Dans ce cadre, il est chargé d'assurer le suivi de l'état de l'environnement et de mettre à la disposition des autorités et décideurs du pays des outils d'aide à la décision pour la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles. Le suivi du couvert forestier a été largement facilité par l'utilisation de la télédétection. Les capacités dans ce domaine ont fortement accru depuis quelques années grâce notamment à la coopération entre les différentes institutions. En particulier, le partenariat entre l'ONE et Conservation International depuis 2006 a permis de disposer

des experts solidement expérimentés et de produire régulièrement des analyses et des cartes de déforestation. L'analyse de la déforestation conduite récemment par l'ONE en collaboration avec certains partenaires a mis en évidence un rebond de la déforestation. En effet, le taux annuel de



déforestation dans les forêts humides de l'Est a doublé entre les périodes 2005-2010 et 2010-2013. La situation varie d'une région à l'autre, mais les résultats

montrent une tendance à la hausse de la déforestation dans les régions situées au Nord du pays contrairement à celles du Sud où une baisse est quand même constatée.



RÉSEAU SPE POUR LA RELANCE DE LA VRAIE «INTÉGRATION» !

Existant depuis plus d'une décennie à Madagascar, les projets d'intégration entre «Santé-Population-Environnement» ou SPE étaient modestement mis en œuvre. Alors que Madagascar était déjà très connu au niveau mondial comme étant un berceau de cette approche intégrée.

Les zones d'intervention des projets « Santé-Population-Environnement » sont enclavées mais très riches en biodiversité (80% de faunes et flores sont endémiques). Mais les 2/3 de la communauté vivant dans ces zones sont touchés par l'insécurité alimentaire. Elles dépendent quasi-totalement de ces ressources naturelles. Ce qui met en relief la relation très forte entre homme et nature. La dégradation des ressources naturelles a des impacts sur la qualité de la vie des communautés. Urbanisation, démographie galopante et plusieurs facteurs entrent en jeu. A l'exemple, selon les données de Marie Stopes Madagascar,

avec le doublement du nombre de la population d'ici 2040, 750.000

femmes ne seront pas satisfaites en Planification Familiale.

Une augmentation qui demande une intensification agricole, entraînant l'altération des habitats naturels et des conséquences

comme le changement climatique, alors que Madagascar est déjà classé parmi les pays les plus vulnérables en changement climatique.

Le réseau se met en place

Une réunion sur le thème: « Renforcer l'approche intégrée SPE à Madagascar à travers des partenariats efficaces » a été initiée par Voahary Salama, pionnier en la matière, et Blue Ventures, une Organisation de Conservation marine, les 30 et 31 juillet 2014 à l'Hotel Carlton Antananarivo. L'Etat représenté par des émissaires du Premier Ministre a mis en exergue l'importance de cette approche intégrée en parrainant la réunion inaugurale du réseau SPE à Madagascar. Plus de 35 entités étatiques et privées ont participé à cette réunion. Elles ont pu approfondir leur connaissance, partager des expériences en SPE. Les autres objectifs de la rencontre était de renforcer le soutien politique et financier, faciliter l'adoption plus généralisée de la SPE au niveau des organisations de la santé et de la conservation.

Pour des solutions durables

Convaincu de cette cause commune, le Secrétaire Général du Ministère de l'Environnement, Marcellin Rabeantoandro a affirmé : «Il est temps de trouver des solutions durables : ceci demande la mobilisation de tous les secteurs et l'engagement de toutes les parties prenantes ». Cet engagement, les participants l'ont approuvé unanimement en mettant en place le «réseau SPE. . « Permettre à une variété d'acteurs de soutenir et de mettre en place des activités Santé-Population-Environnement (SPE) au profit mutuel de la population et de l'environnement de Madagascar », tel est le but de ce réseau.

La mise en place du réseau SPE permet d'élargir le nombre d'acteurs public et privés. C'est une opportunité pour le développement d'un partenariat efficace tant technique que financier. Les défis sont nombreux : manque de financement, faibles données quantitatives de la valeur ajoutée de l'approche, manque d'indicateurs permettant de mesurer «l'intégration». Grâce au pragmatisme des membres du réseau, Madagascar a un potentiel de devenir le leader de l'intégration de la SPE.

APPROCHE SPE À MADAGASCAR : HISTORIQUE

L'approche intégrée SPE était initiée depuis le programme PCDI (Projets Intégrés de Conservation et de Développement) au début des années 1990 aux alentours des certaines aires protégées comme la Réserve Naturelle Intégrale de Zahamena. Vers la fin des années 1990 et début 2000, quelques projets financés par l'USAID (EHP, MGHC et Voahary Salama) interviennent dans plusieurs sites considérés comme «zones écologiquement sensibles» en mettant l'accent sur la planification familiale. Vers 2004-2005, suite à l'avènement de la «Vision Durban», plusieurs projets ont été menés dans des sites financés par plusieurs bailleurs, à savoir :

- Conservation International, ASOS et MATEZA dans le Corridor Forestier Ankeniheny Zahamena
- World Wildlife Fund et ASOS dans la forêt épineuse Ala Maiky
- World Conservation Society avec PSI et CARE dans la zone forestière protégée de Makira

Depuis la signature de la Déclaration de Libreville sur la Santé-Environnement en Afrique en 2008, quelques projets intégrés ont été mis en œuvre: Conservation International et Ny Tanintsika / Voahary Salama dans le Corridor Fandriana-Vondrozo, Duke Lemur Center et Marie Stopes Madagascar autour du Parc National Marojejy.



LISTE ROUGE DES ECOSYSTEMES,

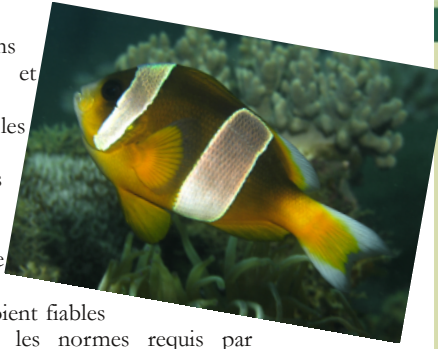
C'EST QUOI?



Durant le dernier trimestre de l'année 2013, l'équipe de l'UICN a lancé à Madagascar le processus d'élaboration de la liste rouge des écosystèmes. D'habitude, ce sont les espèces qui sont catégorisées dans la liste rouge de l'UICN. Cette fois-ci, c'est l'écosystème constitué par des habitats qui est sujet de classification selon les menaces. En effet, les espèces ont des risques d'extinction tandis que les écosystèmes ont des risques d'effondrement. Ces deux entités sont étroitement liées. Pour renforcer davantage la conservation des espèces et de leurs habitats, les changements majeurs que l'écosystème peut subir et leurs impacts sur la perte de sa diversité biologique sont à suivre.

L'évaluation du risque d'effondrement de l'écosystème peut se faire à partir des mesures de perte des surfaces et/ou des

dégradations biotiques et abiotiques. Toutes les données disponibles sont nécessaires pour que les résultats soient fiables et suivent les normes requises par l'UICN. Les critères pour l'évaluation sont : la réduction de la distribution spatiale, l'étendue de l'écosystème, la modification des paramètres non-vivants (abiotiques), la perturbation des interactions et des processus biotiques. Avant toute procédure d'évaluation des écosystèmes, il faut les classer selon une compréhension commune du contexte national. Madagascar se trouve actuellement à ce stade dans cette étude des types d'écosystèmes à inclure dans la liste rouge de l'UICN.



A LA LOUPE:

UN NOUVEAU GUIDE SUR LES AMPHIBIENS DE MADAGASCAR

« Les Amphibiens des zones arides de l'Ouest et du Sud de Madagascar » constitue le sixième de la série de guides sur la biodiversité de Madagascar produit par l'Association Vahatra. Richement illustré, ce guide s'en colore de 180 pages est facile à comprendre et agréable à lire. Il informe sur la biologie et l'écologie des amphibiens en général et pour les espèces malgaches en particulier. Il parle de l'origine et de la particularité des amphibiens à Madagascar ainsi que de leurs relations avec la culture et la vie quotidienne des Malgaches. La présentation des espèces de zones arides de Madagascar, la description de leur histoire naturelle et du statut de conservation tiennent une place importante dans ce document. Ce



guide est signé par Franco Andreone, Conservateur zoologue au Musée Régional des Sciences Naturelles de Turin, Gonçalo Rosa, Chercheur rattaché au Durrell Institute for Conservation Ecology en Grande Bretagne, et Achille Raselimanana, Enseignant chercheur au Département de Biologie Animale, de l'Université d'Antananarivo et Président de l'Association Vahatra.



SI VOUS CONNAISSEZ

Si vous connaissez le nom de cette espèce, vous pourrez gagner une montre Swatch Ivory. Envoyez votre réponse à hraoeliarivelo@conservation.org en mentionnant "Réponse au jeu Songadina 21". Aucune bonne réponse n'a été reçue au dernier jeu, la photo étant un *Setifer setosus*. Nous remercions tous ceux ayant participé et nous vous encourageons au nouveau jeu.

Songadina
BULLETIN TRIMESTRIEL


CONSERVATION INTERNATIONAL
Madagascar

Rédactrice en chef
Hajasoa Raeliarivelo

Comité de rédaction
Léon Rajaobelina
Sahondra Rajoelina
Michèle Andrianarisata
Haingo Nirina Rajaofara
Bruno Rajaspera
Luciano Andriamaro
Mamy Ramparany

Photographes
MEEF
Johnson Rakotoniaina
Hanta Razafimanahaka
Giacomo Fedele
Luciano Andriamaro
Hajasoa Raeliarivelo
Bruno Rajaspera
Russell Mittermeier
Zo Zatonvirina
Zumbrunn Sterling
James Mackinnon
Nirhy Rabibisoa
Soloson Ramanahadray

Maquette
CI - Mamy Ramparany

Songadina
est une publication de
Conservation International

Rue Vittori François
Villa Hajanirina, lot II W 27D
Ankorahotra Antananarivo
Madagascar

e-mail: cimad@moov.mg
hraoeliarivelo@conservation.org

 <https://www.facebook.com/cimadagascar>

www.conservation.org/madagascar